

Questions d'un nouvel ordre mondial : quelle crise ? Quelles issues ?

Martin Verlet, sociologue, chargé de recherche à l'ORSTOM

Le mouvement de la crise et la montée de l'exigence d'un nouvel ordre politique et économique mondial — c'est-à-dire dans l'acception la plus générale et la plus communément admise de la notion de nouvel ordre, l'action pour des relations plus harmonieuses, équilibrées, démocratiques, entre les Etats, entre les nations — sont deux réalités étroitement imbriquées. Ainsi existe-t-il un lien actif entre les démarches théoriques prenant pour objet la crise et son issue, et les conceptions (fluctuantes, divergentes) d'un nouvel ordre international.

Avec la révolution d'octobre et l'apparition du socialisme en tant que mode de production à l'œuvre et formation sociale en mouvement, il est possible de voir se profiler précocement certains traits qui s'apparentent à l'exigence d'un nouvel ordre. Le système mondial de l'impérialisme est directement mis en cause, entamé. La mutation du pouvoir politique et la transformation des rapports sociaux vont de pair avec l'élan des forces productives. Les expériences d'émancipation sociale ici engagées affermissent ailleurs les résistances à l'ordre colonial. Se trouvent également formulées, dès le début des années vingt, des propositions concrètes de coexistence entre pays à systèmes sociaux différents, d'extension des échanges et de la coopération à l'échelle internationale.

Le déferlement du mouvement de libération nationale en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique qui, au lendemain de la Deuxième guerre mondiale et dans un court laps de temps (quelques décennies), disloqua le système colonial de l'impérialisme, contribua à imposer l'idée de rapports nouveaux entre Etats, entre nations. Se manifestant avec éclat lors de la Conférence

afro-asiatique de Bandoeng (avril 1955), la volonté des Etats asiatiques, africains, la veille colonisés ou dépendants, accédant à la souveraineté politique, de se poser en sujets de l'histoire, de substituer la paix à la violence, de faire reculer la domination au profit de la coopération et de la coexistence s'inscrit, de façon permanente dans l'activité du mouvement des non-alignés qui vit le jour à Belgrade en 1961. Au départ, la revendication de nouveaux rapports interétatiques s'exprime prioritairement dans la sphère du politique. Le rapprochement des pays latino-américains du mouvement d'émancipation des pays d'Asie et d'Afrique s'effectuera pourtant sur le terrain des revendications économiques.¹ Il se traduira par la constitution du « groupe des soixante-dix-sept », à l'occasion de la première Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement (Genève, 1964). Dans leur déclaration finale, les « soixante-dix-sept » considèrent que la première CNUCED (Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement) « a marqué un pas important dans la voie de la création d'un ordre économique mondial nouveau et équitable ». Ils formulent ce que sont, à leurs yeux, « les prémisses fondamentales du nouvel ordre mondial ». Ils déclarent notamment : « En bref, il s'agit d'établir une nouvelle division internationale du travail orientée vers l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement. Les efforts que les pays en voie de développement font pour élever le niveau de vie de leurs populations, efforts qu'ils accomplissent actuellement dans des conditions extérieures défavorables, devraient être complétés et appuyés par une action internationale constructive tendant à donner au commerce international une nouvelle structure pleinement compatible avec les besoins d'un développement accéléré ».² L'optique, définie largement par les économistes de la CEPAL, sous l'influence de Raul Prebisch, est celle de la compensation d'un déséquilibre structurel entre centre et périphérie. Elle s'inscrit dans une perspective de croissance. Elle s'appuie, implicitement, sur les théories de la modernisation (W. Rostow, T. Parsons, D. Lerner, D. Apter). L'objectif est une intégration plus poussée, plus équilibrée au sein de l'économie capitaliste dominante.

C'est, à partir de la Conférence interministérielle des non-alignés de Georgetown (1972), et surtout, à l'occasion du IV^e Sommet du mouvement (Alger, septembre 1973) que la revendication d'un nouvel ordre international s'érige en objectif prioritaire de l'action collective des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. Mot d'ordre politique, programme d'action, plateforme de négociations dans les instances internationales, en particulier dans les organisations et institutions du système de l'ONU, le nouvel ordre s'impose comme une exigence mondiale. A l'initiative du Président algérien Houari Boumediène, se tiennent les VI^e et VII^e sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations-Unies, en 1974, sur les matières premières, le développement et l'instauration d'un nouvel ordre. La Charte sur les droits et les devoirs économiques des Etats établit les principes de rapports économiques démocratiques entre les nations.

Cette émergence de l'idée d'un nouvel ordre est concomitante avec l'irruption de la crise, même si des différences d'interprétations existent alors, y compris entre les pays non-alignés et le « groupe des soixante-dix-sept », sur la nature de la crise. Quoi qu'il en soit, la liaison entre nouvel ordre et crise est, dès cette époque, nettement établie. C'est la crise et l'urgence qu'il y a à rechercher des solutions d'intérêt mutuel, alors que l'ancien

1. A. Remili, *Tiers-Monde et émergence d'un nouvel ordre économique international* (Office des Publications Universitaires, Alger, 1979).

2. CNUCED, *Actes de la Première Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement* (Nations-Unies, New York, 1964).

3. Extrait du message adressé par le Président Boumediène au Secrétaire général des Nations-Unies en octobre 1974.

4. O. Pino Santos, *La crisis del capitalismo*, Deuxième Congrès des économistes du Tiers-Monde, La Havane, 1981.

5. M. Alvares-Garcia, A.J. Martins, « Les rapports Nord-Sud et la question de la dépendance : une perspective latino-américaine », in *Socialisme*, Bruxelles, octobre 1981.

6. H. Sklar (éd.), *Trilatéralisme : The Trilateral Commission and Elite Management* (South End Press, Boston, Massachusetts, 1980).

ordre s'effrite et que s'accusent les inégalités, que Boumedienne met en avant dans son message à Kurt Waldheim, alors Secrétaire général des Nations-Unies : « La seule voie de salut réside dans l'instauration d'une coopération internationale véritable, impliquant la transformation radicale des structures économiques mondiales actuelles et excluant tout esprit de domination ou d'exploitation et toute idée de retour antérieur. Seule une transformation des structures établies allant dans le sens de l'histoire et conforme au progrès est de nature à assurer le règlement harmonieux des grands problèmes économiques actuels et de sauvegarder la paix et la justice dans le monde ». ³ Les vicissitudes de la crise ont influencé et fait évoluer le contenu politique et programmatique que les non-alignés ont donné à l'exigence de nouvel ordre. C'est ainsi qu'à l'occasion du Sixième Sommet du mouvement des non-alignés (La Havane, septembre 1979), puis lors du Septième Sommet (New Delhi, mars 1983), l'intelligence de la crise fut au centre des débats sur la stratégie collective d'action économique et de négociation internationale. L'idée que la pesanteur des contraintes extérieures ne saurait effacer le rôle primordial des transformations sociales internes fut plus largement exprimée. Le caractère structurel de la crise dans ses dimensions internationales conduisit à la proposition de négociations globales dans le cadre universel des Nations-Unies. Dans le même temps, l'éclairage théorique de la notion du nouvel ordre se modifia et s'intensifia. Les approches fonctionnalistes ou structurales qui prévalaient (théories de la modernisation, du développement, visions centre-périphérie, courants dépendantistes, Economie-Monde) cédèrent le pas à des réflexions et à des investigations plus poussées sur la crise du capitalisme dans son moment actuel. Le redéploiement du capital et les stratégies des firmes transnationales retinrent plus intensément l'attention. L'accent fut mis sur les différenciations sociales qui s'opèrent dans les pays en voie de développement. L'hétérogénéité grandissante du monde en développement résultant de la diversité des orientations politiques et sociales des Etats, de leurs conditions économiques et de leur niveau de développement fut plus nettement prise en compte. L'impact des contraintes externes fut rattaché plus strictement aux fluctuations des transformations sociales et à la position des Etats. Une telle maturation théorique se manifesta en particulier lors du Deuxième Congrès de l'Association des économistes du Tiers-Monde (La Havane, avril 1981). ⁴ Elle se traduit également par un mouvement de réévaluation critique des théories périphéralistes et des théories de la dépendance. ⁵

Les vicissitudes de la crise

L'effet de la crise se manifesta par ailleurs dans les multiples tentatives de réappropriation de la notion de nouvel ordre qui virent le jour dans le courant des années soixante-dix. La Trilatérale mit en avant l'idée d'interdépendance et formula une série de propositions visant à revitaliser les structures monétaires, financières ainsi que les institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, Nations-Unies) au profit du redéploiement multinational. ⁶ En se fondant sur une vision déterminée de la crise (gaspillage des ressources, spectre de la pénurie), le Club de Rome identifie le nouvel ordre comme une issue par une gestion mondialiste impliquant la réduction du fait national et la multiplication

des institutions supranationales.⁷ Sur fond de crise, le rapport de la Commission Brandt s'applique à proposer une réponse globale. Sa démarche s'inscrit dans trois dimensions : idéologique, politique, programmatique. Il s'agit, selon les propres termes de Willy Brandt, de « construire un ordre à partir du chaos ». L'objectif est de redonner souffle à la division internationale du travail en arrimant plus étroitement les économies des pays en voie de développement à celles des pays capitalistes les plus développés.⁸ Le projet Interfuturs de l'OCDE recherche un nouvel ordre dans l'ajustement de la DIT et dans la consolidation des interdépendances.⁹ Tout récemment, l'aggravation des effets de la crise sur les économies des pays en voie de développement a incité la Commission Brandt à produire un second rapport qui met l'accent sur les mesures immédiates.¹⁰

Simultanément, l'exigence d'un nouvel ordre devient un terrain de convergence pour les luttes de transformation sociale à l'échelle internationale. Outre la volonté de souveraineté nationale, d'indépendance économique, d'essor de la coopération, de la coexistence entre les Etats et de démocratisation des relations internationales, le passage d'un mode de production à un autre se trouve plus nettement posé. Affectés à certains égards par la crise (désordres monétaires et financiers internationaux, récession de la production dans la partie du monde dominée par l'impérialisme, stagnation et discrimination dans les échanges commerciaux, extension du sous-développement), les pays socialistes passèrent d'une attitude de réserve vis-à-vis de la notion de nouvel ordre (celle-ci étant dans un premier temps assimilée à la restructuration des rapports entre pays impérialistes et pays en voie de développement) à une position plus active. Sans épouser la totalité des propositions mises en avant par les non-alignés et par le « groupe des soixante-dix-sept » dans leurs programmes d'action économique, ils reprennent, à leur compte sur plusieurs aspects (refonte des structures monétaires et financières internationales, négociations globales) l'idée d'un nouvel ordre. C'est ce qui ressort, au moins au niveau des pétitions de principe, dans les travaux de la Sixième CNUCED de Belgrade (juin 1983).

L'action des classes ouvrières, du mouvement démocratique dans les pays capitalistes développés incorpore, de plus en plus explicitement, l'impératif d'un nouvel ordre mondial. En France en particulier, depuis mai 1981, changement économique et social d'une part, intervention pour modifier l'environnement international sont liés. Ce nouvel ordre s'inscrit, en termes de politique pratique, à la jonction du national et de l'international. Il est à l'articulation du mouvement interne, démocratique, de réorientation de l'économie nationale, de revitalisation de l'appareil productif, de relance au service des besoins sociaux et des hommes, et de desserrement des contraintes externes, d'initiatives pour stimuler des relations financières, monétaires, commerciales plus équilibrées, de la matérialisation de convergences d'intérêts avec d'autres pays (pays socialistes, pays en voie de développement tout particulièrement), aussi bien que, face aux dominations nord-américaines, au sein de la CEE. Dans ce contexte, l'instauration d'un nouvel ordre ne constitue pas en soi une issue à la crise, cependant qu'aller dans le sens d'un nouvel ordre favoriserait les voies du changement en France, à condition que priorité soit donnée aux objectifs de transformation économique et sociale, d'intervention au niveau de l'accumulation du capital et de la production dans le cadre national.

7. J. Tinbergen (éd.), *Nord-Sud, du défi au dialogue : Propositions pour un nouvel ordre international. Troisième rapport au Club de Rome* (SNED-DUNOD, Paris, 1976).

8. W. Brandt (éd.), *Nord-Sud, un programme de survie. Rapport de la Commission indépendante sur les problèmes du développement international* (Gallimard, Paris, 1980).

9. OCDE, *Interfuturs* (Dunod, Paris, 1979).

10. W. Brandt (éd.), *Common Crisis North-South : Cooperation for Recovery. The Brandt Commission 1983* (Pan Books, Londres, 1983).

Quelle crise ?

La Crise ? Quelle crise ? Telle est donc la question qui éclaire l'exploration — théorique ou pratique — d'issues et qui influence les contenus de la notion de nouvel ordre. Crise mondiale : cela signifierait que l'essentiel dépendrait d'une restructuration des rapports économiques interétatiques. Crises nationales : il s'en suivrait que, sans négliger l'impact des contraintes externes et en agissant sur elles, le changement économique et social est dans le mouvement des peuples. Crise de système : cela impliquerait que ce qui est en cause est le mode de production lui-même.

Il en résulte que l'action, à partir de la France, pour un nouvel ordre, ne peut être dissociée de notre expérience de la crise, de notre exploration pratique d'une issue. Les débats sur la crise, dans notre pays, ailleurs, instruits parfois par les tenants des théories périphéralistes et dépendantistes sont, de ce point de vue, à prendre en considération. Il est significatif que sous le titre de *La Crise ? Quelle crise ?* Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Franck, Immanuel Wallerstein aient tenté une actualisation de leurs conceptions alors que l'aiguïsement des tensions sociales, de classes à l'échelle internationale rendait caducs plusieurs ancrages de leur discours théorique.¹¹

Partir de la crise, n'est-ce pas tenter de la saisir dans ce qu'elle a de plus original et de plus profond ? Celle-ci affecte durablement les structures mêmes de mise en valeur du capital. Elle plonge ses racines dans les processus de suraccumulation et de dévalorisation, d'abaissement de l'efficacité du système productif, de multiplication des gâchis matériels et humains. Elle révèle les limites, les contradictions, les blocages d'un mode de production foncièrement axé sur le profit et la rentabilité financière capitaliste et, au-delà, d'un certain type de société. Elle appelle un nouveau type de croissance, fondé sur la valorisation du travail vivant et le développement des hommes, ainsi que de nouvelles formes sociales. Il apparaît cependant que la crise ne se déploie pas de façon identique dans les pays où s'est implanté un capitalisme monopoliste d'Etat et dans d'autres où les rapports capitalistes, pour être dominants, restent plus faiblement et inégalement affirmés. Elle n'opère pas de la même manière dans les pays capitalistes les plus développés et dans ceux des pays de régions de libération nationale qui font mouvement vers le socialisme, alors même que leur production et leurs échanges restent largement sous l'emprise de la division internationale du travail que leur imposa, dans ses phases successives, l'impérialisme.

La crise, en second lieu, n'est-elle pas à appréhender dans son enracinement national, en ce sens qu'elle plonge ses racines au cœur même des formations économiques et sociales, des formations nationales partout où le poids des relations capitalistes de domination et d'exploitation reste prépondérant ? Aussi ne se présenterait-elle pas comme la simple résultante de contraintes extérieures, bien que ses dimensions internationales ne sauraient être sous-estimées. Au demeurant, celles-ci prennent une ampleur croissante avec la mondialisation de la production et des échanges, avec l'accentuation des interdépendances, avec aussi les contradictions engendrées par les processus d'internationalisation impulsés par les stratégies de redéploiement du capital multinational. La stagnation de la production, le tassement des échanges, les tendances inflationnistes, l'instabilité financière et monétaire étatique et interétatique, l'abaissement

de la coopération internationale, les visées de puissance et de confrontation animées par l'impérialisme américain sont autant d'aspects de la vie internationale qui pèsent lourdement sur le devenir des Etats. La propagation de la crise a des effets singulièrement destructeurs sur les pays en voie de développement.¹² Elle y revêt, selon les pays, suivant les régions, Amérique latine,¹³ Afrique,¹⁴ des traits différenciés. Les contraintes extérieures ont un impact renforcé là où les bases d'accumulation autonomes sont faiblement assurées. Elles heurtent de plein fouet les efforts de développement des Etats qui, sous l'effet du colonialisme et de la dépendance puis des politiques néocoloniales, ont connu la dislocation de leurs appareils productifs et l'extraversion de leurs économies et se sont trouvés durablement spécialisés dans la production de matières premières destinées à l'exportation.

En troisième lieu, la crise ne doit-elle pas être saisie dans son moment actuel. Les rivalités s'avivent entre Etats capitalistes développés, entre groupes monopolistes. Le profit spéculatif est intensément recherché alors que l'investissement productif stagne ou régresse dans des branches entières de la production. L'extension du chômage et le rationnement des besoins sociaux aiguise les tensions sociales et politiques. Le regain de la course aux armements et la recherche, par l'impérialisme américain, de positions de force créent de lourdes menaces. Ce moment de la crise, qui a de nombreux aspects, doit cependant être resitué au sein des tendances lourdes, des grandes mutations sociales qui marquent notre époque. Celles-ci s'opèrent à un rythme précipité, heurté. Si l'on observe l'évolution de la vie sociale, force est de considérer l'accélération des processus de libération sociale et humaine à l'échelle du monde tout entier. L'essor des sciences et des techniques se déploie à une allure et dans des directions nouvelles, ouvrant des perspectives élargies dans la maîtrise par l'homme de la nature, bouleversant des aspects entiers de la vie sociale. Cet essor, libérateur, peut être aussi porteur de destructions massives et engendrer de nouvelles formes d'inégalités entre les nations. Alors que s'achève la liquidation du système colonial, le mouvement de libération national des peuples s'assigne des objectifs d'indépendance économique, de justice sociale, de développement et de coopération internationale. Il se différencie de plus en plus nettement selon les orientations politiques et sociales prises par les Etats. Il explore, sous des formes variées et plus nombreuses, des voies de passage au socialisme. Celui-ci se construit dans les diverses parties du monde et atteint, dans nombre de pays, de nouvelles phases de son développement. L'exigence démocratique s'étend à l'échelle internationale. Elle se traduit, y compris par l'intervention plus marquée, en tant que facteur de la vie internationale, de la jeunesse, des aspirations des femmes, des vastes rassemblements pour la paix et la sécurité.

Enfin, la crise ne doit-elle pas être comprise dans sa globalité. Si elle s'inscrit dans un mode de production, elle touche tous les aspects de la vie sociale. Elle met en évidence le rôle déterminant de l'intervention des masses populaires, des nations, des rassemblements de classes ou de couches sociales et, en définitive, des luttes de classe dans la recherche d'issues et dans la transformation des rapports sociaux. A cet égard, il n'est pas indifférent de souligner que certaines conceptions réformistes, en particulier le rapport Brandt, identifient instauration d'un nouvel ordre et sortie de crise. Une telle démarche va de pair avec l'effacement des revendications d'indépendance des Etats et avec les exigences du

12. Fidél Castro, *La crise économique et sociale du monde. Ses retombées dans les pays sous-développés, ses sombres perspectives et la nécessité de la lutte si nous voulons survivre* (Rapport au XII^e Sommet des pays non-alignés).

13. P. Gilhodes, « L'Amérique latine dans la crise », *Recherches Internationales*, numéros 5/6, 1983.

14. M. Verlet, « L'Afrique dans le mouvement de la crise », *Recherches Internationales*, numéro 9, 1983.

15. I. Jazaïry, « Nouvel ordre économique international : la position des pays non-alignés », in *Socialisme*, décembre 1980.

16. R. Remili, *Tiers-Monde et émergence d'un nouvel ordre économique international*, op. cit.

17. A. Benachenou (éd.) : *Problèmes économiques du Tiers-Monde* (Imprimerie Commerciale, Alger, 1976).

renversement des rapports de domination et d'exploitation dont les luttes sociales et politiques sont porteuses, notamment dans les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine.

Une notion mouvante et discutée

Plusieurs facteurs semblent contribuer à donner des contours en apparence flous à la notion de nouvel ordre : celle-ci a évolué dans le temps ; elle est l'enjeu d'importants débats idéologiques et politiques ; elle englobe plusieurs niveaux de phénomènes. Aussi n'est-il pas surprenant que les définitions qui tentent de saisir dans sa généralité la notion de nouvel ordre aient le plus souvent un caractère descriptif ou normatif et varient sensiblement. Une telle variété ressort par exemple des formulations au demeurant convergentes de théoriciens ou de responsables politiques algériens. Pour Idriss Jazaïry, le nouvel ordre est « l'expression d'une volonté partagée d'affranchissement ». L'objectif est de « traduire dans les faits les aspirations légitimes des peuples des trois continents de l'hémisphère sud pour l'établissement du nouvel ordre qu'on dit économique mais qui est également social et culturel et que l'on qualifie d'international ou de mondial selon qu'on veuille privilégier la refonte des rapports entre Etats ou traiter sur un pied d'égalité les restructurations nécessaires au plan national et international... Il ne saurait y avoir de nouvel ordre économique international sans nouvel ordre interne aussi bien au Nord qu'au Sud ». ¹⁵ Et d'ajouter : « Un nouvel ordre est bel et bien en train de s'installer dans le monde, mais pas celui qu'on veut. C'est un nouvel ordre qui est imposé par les entreprises transnationales dans le cadre de la mondialisation de l'activité de production et du contrôle croissant du potentiel industriel des pays en voie de développement par la détention des technologies de production ». Pour A. Remili, « le monde vit une période difficile de transition d'un ordre ancien reposant sur la domination et l'exploitation à un ordre nouveau reposant sur l'égalité, l'équité et l'interdépendance ». ¹⁶ Le nouvel ordre représente une « stratégie de lutte visant à la libération authentique » ; il correspond à « un projet de société mondiale plus juste ». M.S. Benyahia s'appuyait pour sa part sur un constat : « la transformation de l'ordre politique international n'a pas entraîné d'elle-même la transformation de l'ordre économique international ». Il poursuivait : « Le débat sur le nouvel ordre économique international (NOEI) doit être restitué pleinement dans cette perspective. Ce débat, engagé depuis quelques années, se développe sur la scène internationale, mais aussi au sein même des pays intéressés au maintien de l'ancien ordre économique international, et de ceux intimement convaincus de la nécessité de sa destruction. Mais alors, ce débat nécessite impérativement la mobilisation des économistes du Tiers-Monde pour la recherche théorique la plus avancée, la réflexion critique la plus vigilante, en un mot, la mobilisation de la théorie du développement au service des peuples. Le débat sur le nouvel ordre international n'a rien d'académique dans la mesure où c'est la lutte des peuples qui l'a suscité et où de son aboutissement dépend le sort de milliards d'hommes ». ¹⁷ Après avoir fait remarquer que « si par NOEI on entend le NOEI formulé dans le programme d'action de la Sixième session spéciale des Nations-Unies, il existe, à côté, une multitude de NOEI ». Son propos est de « faire le point sur les diverses interrelations théoriques du NOEI et leur prolongement au plan des négociations Nord-Sud ». S'il

entend partir du « concept de NOEI », il s'emploie surtout à décrire les théories divergentes en cours, ne restituant que certaines d'entre elles et selon un découpage relativement arbitraire : approche libérale (Commission Trilatérale, Council on Foreign Relations), approche sociale démocrate (Ansari, Singer, rapport Brandt), approche du Tiers-Monde (Raul Prebisch, Celso Furtado, programme pour l'autonomie collective), approche du matérialisme historique (Samir Amin, A. Emmanuel). Pour l'essentiel, il restitue le nouvel ordre comme une pratique et comme une démarche programmatique dans le cadre des négociations internationales.¹⁸ Pour Mohammed Bedjaoui, « l'ordre international de la misère » va de pair avec « la misère de l'ordre international » prévalant. La décolonisation est « la porteuse fragile et puissante du grand défi » que constitue le nouvel ordre international, à la fois processus du rejet de l'ordre ancien et de révolution structurelle et institutionnelle. Dans une situation où existe une « globalité de l'économie mondiale », la démocratisation des relations internationales constitue un impératif.¹⁹

18. A. Sid Ahmed, *Nord-Sud : les enjeux. Théorie et pratique du nouvel ordre économique international* (Publisud, Paris, 1981).

19. M. Bedjaoui, *Pour un nouvel ordre économique international* (UNESCO, Paris, 1979).

Soumise à de multiples interprétations, la notion de nouvel ordre a fluctué dans le temps, se précisant, s'enrichissant. Dans son émergence historique, elle met l'accent sur les problèmes particuliers qui se posent, dans leur processus d'émancipation politique et sociale aux pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes. Enracinée, en particulier à travers l'expression du mouvement des non-alignés dans la spécificité des questions des transitions, face à la crise, dans les régions de libération nationale, elle est porteuse aussi de revendications, d'objectifs de caractère universel, qu'il s'agisse de l'affirmation de la souveraineté nationale, de l'appel à une coopération au contenu nouveau, de l'extension de la démocratie à l'échelle internationale, de l'accent mis sur le développement au service des hommes, de la mise en avant des aspirations de justice, d'égalité, de sécurité. De ce fait, elle a tendu, dans son avancée, à s'inscrire dans des perspectives élargies et à revêtir une portée universelle.

Mouvante, la notion est en outre intensément disputée. Elle est le champ d'âpres affrontements idéologiques et politiques. Les pays exportateurs de pétrole qui, tels l'Arabie Saoudite, renforcent leur intégration dans les structures financières de l'impérialisme, les « nouveaux pays industriels » (Singapour, Taïwan, Hong Kong, Brésil, Corée du Sud) qui, avec toutes les contradictions sociales qu'un tel processus ne manque pas d'aviver, se précipitent dans des stratégies de croissance capitaliste accélérées en se subordonnant au capital étranger et en s'insérant dans la division internationale du travail ont, sur bien des points, des attitudes divergentes et des intérêts antinomiques avec ceux, par exemple, des pays les plus appauvris d'Afrique, des pays où sévissent massivement la faim et tous les effets du sous-développement, ou des Etats, qui s'inscrivent dans une perspective d'indépendance économique et de mouvement vers le socialisme (Cuba, Viêt-nam, Mozambique, Ethiopie ou Algérie, par exemple). Parmi les pays socialistes existent également des positions différenciées à l'égard de la notion de nouvel ordre, comme en témoignent les points de vue distincts adoptés par l'URSS, la Hongrie, la Chine, la Yougoslavie, Cuba ou la Roumanie. En outre, les tentatives d'appropriation idéologique (interdépendance), politique (« dialogue Nord-Sud »), institutionnelle (réorientation des activités du FMI (Fonds monétaire international) et de la Banque Mondiale) ou programmatique, s'inscrivant dans une perspective de gestion de la crise au service du redéploiement multinational,

20. E. Berg (éd.) : *Le développement accéléré en Afrique au Sud du Sahara* (Programme indicatif d'action, Washington, DC : Banque Mondiale, 1981).

se sont elles-mêmes multipliées : le nouvel ordre servirait dès lors de point d'appui pour le réaménagement de la DIT (Division internationale du travail) en confortant les positions des pays capitalistes les plus puissants. De telles visées passent par la dissociation des volontés collectives d'action des pays en voie de développement : affaiblissement de l'OUA, de l'OPEP, institutionnalisation des différences de situation et de niveau de développement (théorie des huit pôles de développement économique formulée par Aldern Clausen, président de la Banque Mondiale, multiplication des catégories tels que Pays les Moins Avancés (PMA), pays à revenu intermédiaire, nouveaux pays industriels, « économies émergentes »). Avec le déploiement des théories conservatrices et néo-libérales l'exigence d'un nouvel ordre se trouve à nouveau repoussée. Elle l'est dans la pratique sous l'action de l'administration Reagan (blocage des discussions économiques internationales, refus des négociations globales). Elle l'est aussi au plan de la théorie : aux mouvements du capital et aux lois du marché est dévolu le rôle de restructuration des économies. Les politiques monétaristes d'austérité et de chômage d'un côté, de redéploiement du capital d'autre part, sont préconisées comme voie de sortie de la crise. Dans un tel contexte, les pays en voie de développement se voient désignés comme avenir, soit l'intégration plus poussée, en position de subordination aux structures capitalistes dominantes, soit la marginalisation et le sous-développement aggravés. Ces conceptions trouvent leur prolongement dans les orientations qui sont imprimées aux institutions monétaires et financières internationales, FMI et Banque Mondiale. Ainsi, le rapport commandité par la Banque Mondiale, coordonné par un économiste de l'Université de Chicago, Elliott Berg et portant sur le développement accéléré de l'Afrique au Sud du Sahara²⁰ incite à des politiques d'assainissement monétaire, de réductions budgétaires, d'austérité : il met en accusation les Etats et incite à leur mise en tutelle. Il pousse à un démantèlement des secteurs publics de l'économie et à l'ouverture sur les marchés extérieurs. Il préconise une spécialisation agricole plus intense, orientée principalement vers l'exportation, comme recours au marasme économique et à la crise. Il se place à l'opposé des propositions présentées par les pays africains dans le cadre de leurs actions pour un nouvel ordre. Il se situe en contradiction avec les orientations avancées par les responsables africains eux-mêmes, lors de la conférence de Monrovia (1979) et du Premier Sommet économique de l'OUA (Lagos, 1981). Récupération, négation, interprétations divergentes de la notion de nouvel ordre : autant de phénomènes qui renvoient à des contenus sociaux, de classe. Ce qui est en jeu, en définitive, c'est la mise en œuvre de transformations sociales dans le cadre national, mais sous la pesée des contraintes internationales déterminées par l'impérialisme et sa crise.

Du mot d'ordre au concept

Contestée, en mouvement, la notion de nouvel ordre est compliquée par le fait qu'elle renvoie simultanément à plusieurs ordres de réalités. Elle désigne une exigence, un mot d'ordre politique. Elle recouvre une action interétatique collective sur la base de programmes d'action, de plateformes de négociation. Elle s'inscrit dans un champ où viennent converger les luttes sociales et politiques. Elle s'apparente à un concept en chantier.

Exigence collective et mot d'ordre mobilisateur, le nouvel ordre a été fortement modelé par le mouvement des non-alignés. Souveraineté nationale, indépendance économique, émancipation des peuples, égalité entre les Etats (quels que soient leur taille, leur poids économique ou militaire, leur niveau de développement) se trouvent ainsi placés au cœur même de la notion. Au cours de la première décennie de l'existence du mouvement, c'est-à-dire dans le courant des années soixante, les non-alignés furent conduits à privilégier la dimension proprement politique de leur action. Ce primat du politique se manifesta alors qu'ils agissaient dans l'universel : désarmement, paix, sécurité, coexistence inter-systèmes, démocratie à l'échelle internationale. Il se traduisit aussi dans les priorités résultant des situations spécifiques aux régions de libération nationale : lutte anticolonialiste, action contre les entreprises de reconquête néo-coloniale, émergence de formes de solidarités régionales et interrégionales. Alors qu'au cours des années soixante-dix, les problèmes de l'indépendance économique et du nouvel ordre international se trouvèrent projetés au premier rang de leurs préoccupations, les non-alignés continuèrent de restituer ces objectifs dans une dimension politique primordiale. La manifestation de leur volonté politique, face à la domination et à la dépendance, et au-delà de leurs disparités, fut reconnue comme l'élément décisif de leur capacité d'initiative et d'action sur le terrain des relations économiques interétatiques. Le mouvement des non-alignés joue ainsi le rôle d'impulsion, d'animation des interventions des pays en voie de développement pour des relations économiques internationales plus justes et plus équilibrées. Aux côtés des idées-force de souveraineté politique et d'indépendance économique, les réalités propres du sous-développement, de tous les effets du colonialisme et de la dépendance, de la subordination néo-coloniale et de l'exploitation dans le cadre de la division impérialiste du travail furent fortement mises en avant. La centralité de l'Etat, comme artisan de la construction nationale, comme acteur économique, comme protagoniste majeur des rapports internationaux, est aisément discernable dans les expressions politiques de nouvel ordre qu'ont inspirées les non-alignés. L'empreinte politique de ces derniers est cependant à observer au sein des contradictions qui participent à la dynamique du non-alignement. Rassemblement interétatique, le mouvement des non-alignés plonge ses racines dans les luttes de libération nationale ; il laisse transparaître les aspirations des peuples à la justice sociale. Expression des régions de libération nationale et reflétant leur spécificité, il porte des aspirations de caractère universel. Traduisant la mise en mouvement, à notre époque, du fait national, il met l'accent sur la coopération et les relations entre les Etats. Il a le double caractère d'une alliance intergouvernementale (avec le recours à la diplomatie, la tendance au compromis et à la conciliation que cela peut impliquer) et d'une coalition de forces politiques et sociales (avec ce que cela peut représenter d'hétérogénéité idéologique, de tensions, mais aussi, sur certains objectifs, d'actions communes et de solidarités).

En tant que programme d'action collective et plateforme de négociation, le nouvel ordre fut profondément façonné par l'activité des « soixante-dix-sept », c'est-à-dire le groupe des pays en voie de développement membres des Nations-Unies. Prolongeant dans les organisations et institutions internationales l'action des non-alignés, le « groupe des soixante-dix-sept » est plus large

(cent vingt-trois Etats membres aujourd'hui contre cent un dans le mouvement des non-alignés), plus hétérogène aussi. Son rôle est moins politique que diplomatique. Il est important dans la formulation de propositions et décisif dans la conduite des négociations, à la CNUCED tout particulièrement, avec les pays capitalistes développés, avec les pays socialistes d'Europe.²¹ De par sa nature particulière (groupe de pression, lieu de concertation diplomatique, pôle de négociation et de confrontation interétatique), le « groupe des soixante-dix-sept » a influencé, de façon non négligeable, la notion de nouvel ordre. La centralité de l'Etat s'est trouvée accentuée. L'approche programmatique a été privilégiée. La recherche de compromis intergouvernementaux a renforcé, dans bien des cas, le contenu réformiste des propositions. Le phénomène des négociations dans les instances internationales a tendu à effacer la dimension de lutte et de transformation sociale du nouvel ordre. Les axes de revendications et de propositions mis en avant par le « groupe des soixante-dix-sept » sont cependant inséparables de l'activité des non-alignés. Ils ont évolué dans le temps et se sont traduits par des plateformes d'action successives (Déclaration de 1964, Charte d'Alger de 1967, programme de Manille de 1976 sur les matières premières, programme d'Arusha de 1979 sur l'autonomie collective, programme de Buenos Aires de 1983). Si au départ les priorités concernaient avant tout les matières premières et privilégiaient la sphère de l'échange et les transferts financiers, les objectifs se sont déplacés et élargis avec le temps, à travers les confrontations et l'expérience de la crise. Derrière l'idée d'« autonomie collective » et de coopération entre pays sous-développés, c'est une attitude active et collective face à la division internationale régie par l'impérialisme qui est préconisée. Priorité est donnée aux restructurations économiques et sociales internes et à un développement recentré, réorienté, voire « aut centré » visant à la constitution de bases autonomes d'accumulation et à la satisfaction des besoins nationaux. Une telle orientation est formulée, par exemple, dans le programme de Lagos pour ce qui est de l'Afrique. Face aux désordres monétaires et financiers, aux pouvoirs exorbitants du dollar, aux situations d'endettement massif, aux besoins de financement pour accélérer la lutte contre le sous-développement et tous ses effets, l'accent est mis sur l'urgence d'une refonte des structures monétaires et financières internationales, sur une démocratisation et une réorientation d'institutions telles que le Fonds monétaire international et la Banque Mondiale, sur l'avancée d'une coopération monétaire et financière entre pays en voie de développement. Le rôle des stratégies de redéploiement des firmes multinationales et de leurs effets est plus directement dénoncé. Avec la montée de la crise, l'idée de négociations globales, démocratiques, universelles, dans le cadre des Nations-Unies afin de déboucher sur des solutions d'intérêt mutuel est mise en avant. Il est appelé à l'essor de rapports de coopération plus dense avec les pays socialistes développés. Face aux menaces avivées par les stratégies de puissance et de confrontation mises en avant par Washington, une place primordiale est donnée à l'action universelle aussi bien que régionale pour la paix, le désarmement, la sécurité. Ainsi, tout en s'imposant, tout en conservant dans certaines de ses expressions et de ses objectifs, des traits de spécificité, la revendication d'un nouvel ordre a tendu à s'enrichir, à lier plus étroitement transformation interne et restructuration internationale, à préciser l'universalité de son contenu.

Terrain de convergence de luttes sociales et politiques, la notion de nouvel ordre est parcourue par l'ensemble des mouvements de transformation et par les aspirations qui marquent notre époque. Affirmation du fait national, exigence démocratique, avancées vers le socialisme s'y expriment conjointement. Il existe un lien étroit entre le pas à pas vers la recherche de solutions d'intérêt commun, entre l'exploration d'accords partiels, négociés, d'une part, et la fluctuation des affrontements politiques, sociaux et l'échelle internationale d'autre part. A cet égard, il est important de souligner que l'exigence d'un nouvel ordre est contemporaine de la montée, au début des années soixante-dix, d'actes concrets de reprise de souveraineté dans un nombre grandissant de pays. Elle s'exprime plus nettement au moment même où se propage, en Afrique par exemple, la mise en cause des rapports de type néo-colonialistes largement installés au moment des indépendances politiques et où se multiplient (nationalisations, actions de l'OPEP) les initiatives de réappropriation des ressources nationales et de maîtrise, par les Etats, de leurs relations économiques, commerciales, financières. L'accentuation des phénomènes d'interdépendance élargit l'assise des intérêts communs entre les Etats. L'internationalisation accrue de la vie économique et sociale dessine des contours nouveaux de la solidarité internationale des peuples. Intérêt mutuel et actions convergentes sont des éléments fondamentaux de la conception que se font, par exemple, les communistes français, de la lutte pour un nouvel ordre.²² Indépendance, coopération, justice sociale, solidarité sont, dans cette perspective, des maître-mots de l'exigence politique d'un nouvel ordre.²³ En outre, on observe que le lien entre l'exigence du nouvel ordre et le développement du socialisme est devenu plus étroit. Ce rapprochement résulte en particulier du fait que des expériences socialistes se développent au sein même du mouvement des non-alignés et du « groupe des soixante-dix-sept ». Il tient surtout au caractère universel de nombre d'objectifs mis en avant. Il devient plus évident que le développement de rapports économiques, technologiques, commerciaux plus équilibrés et plus diversifiés entre pays capitalistes développés et pays socialistes d'une part, entre pays socialistes développés et pays en voie de développement d'autre part sont des composantes majeures et complémentaires de l'avancée vers un nouvel ordre.

22. P. Herzog, « Nouvel ordre international. Intérêt mutuel et luttes de classe pour de nouveaux rapports internationaux », *Cahiers du Communisme*, septembre 1979.

23. G. Marchais : « Pour un nouvel ordre économique mondial ». Déclaration de Mexico (mai 1978), *Cahiers du Communisme*, août-septembre 1978.

Articulations théoriques

En tant que concept en chantier, la notion de nouvel ordre s'est construite sous l'effet d'apports théoriques, multiples, disparates ? Avec les théoriciens de la CEPAL, le rôle central de l'Etat est nettement posé ; les rapports économiques sont détachés des rapports sociaux ; les processus de transformation sont perçus en termes de modernisation et d'intégration capitaliste ; le contenu programmatique, réformiste de la notion de nouvel ordre est fortement marqué. Avec les théories de la dépendance, l'Etat s'efface au profit des structures internationales de domination et d'accumulation du capital ; l'observation des mutations sociales est disjointe de l'analyse des phénomènes politiques ; selon les courants, le fonctionnalisme ou le marxisme influencent, de façon explicite ou implicite, les formulations. Les démarches théoriques du socialisme scientifique ont, sur plusieurs points, contribué à éclairer la notion de nouvel ordre et à la constituer en tant que concept. C'est ainsi que les réflexions et les démarches

marxistes concernant l'impérialisme, les forces sociales et le mouvement de libération nationale, le néo-colonialisme, les voies de passage, la crise, la planification ont représenté un apport non négligeable.

Il apparaît que dans son institution en tant que concept, la notion de nouvel ordre s'articule sur plusieurs champs théoriques.

La notion d'ordre renvoie à celle de crise. Nationale ou internationale ? Crise des structures économiques et financières internationale ? Crise des rapports néo-colonialistes de domination ? Crise de conjoncture ou crise de structure ? Crise globale ou crise économique ?

L'idée d'ordre est également associée à celle de structures et de rénovation de celles-ci.

Si l'on parle de *nouvel ordre*, c'est pour signifier le nécessaire passage de l'ancien (en crise) au nouveau. C'est poser la question de la qualification du type de transition engagé. S'agit-il purement et simplement de la transition de la dépendance et du néo-colonialisme à l'indépendance économique ? Peut-il s'agir d'une régulation capitaliste de la crise ? La transition exprime-t-elle l'effacement du rôle des Etats, des différences entre systèmes sociaux et doit-elle conduire à une mondialisation ? Ou bien désigne-t-elle le passage d'un mode de production à un autre dans ses répercussions internationales ? International ou mondial désigne un « espace-temps ». L'exigence de nouvel ordre intéresse-t-elle seulement les rapports capitalistes dans leur emprise sur le développement des économies nationales ? Exprime-t-elle les expériences de reconstruction nationale face à la crise ? Traduit-elle un décalage entre le politique (affaiblissement et restriction de la sphère d'influence directe de l'impérialisme) et l'économique (persistance de sa domination financière, monétaire, commerciale) ? Désigne-t-elle un moment particulier du passage d'un système à un autre ?

Ces interrogations conduisent à des conceptions plus ou moins extensives de la notion de nouvel ordre. L'émergence du concept permet de désigner une série de polarisations : entre le spécifique et l'universel, entre le national et l'international, entre le mouvement des forces sociales et l'aménagement des rapports entre Etats. C'est ce qui ressort également de l'examen de quelques champs d'affrontement dans lesquels s'inscrit directement l'exigence d'un nouvel ordre.

Champs d'interventions, d'affrontements, de convergences

Si le rééquilibrage, la restructuration et la démocratisation des relations économiques entre les nations occupent une place centrale dans les actions en vue d'un nouvel ordre, celles-ci touchent à des aspects de plus en plus divers de la vie internationale : la mise en mouvement élargie des progrès scientifiques et techniques, l'information et la communication, les cultures, l'exploitation des fonds marins, pour ne citer que quelques domaines qui font l'objet de discussions au sein des organisations internationales.

La dimension politique d'ensemble de l'exigence d'un nouvel ordre est rehaussée par le lien direct qui est établi entre avancées vers celui-ci d'une part, paix, sécurité, désarmement d'autre part. L'attitude du mouvement des non-alignés est, à cet égard, significative. Se trouvent ainsi posées de façon simultanée les menaces de la course aux armements sur l'avenir de l'humanité, le gaspil-

lage de ressources au détriment du développement, les pressions exercées sur le choix par les peuples de leur devenir social. Se développe l'émergence de vastes mouvements d'opinion et d'intervention qui ne s'en remettent pas aux décisions des Etats pour agir pour la paix.

Les problèmes de la faim dans le monde, de la sécurité alimentaire, du financement et du développement tiennent une place particulière dans les revendications d'un nouvel ordre. Ils renvoient aux contradictions mêmes de l'époque et au divorce entre les possibilités de développement économique et social d'une part, la persistance voire l'aggravation des inégalités, de la misère, de la faim, de la malnutrition, de la maladie dans des régions entières du monde d'autre part. En même temps que dans ses manifestations la gravité exceptionnelle du problème de la faim dans le monde exige une mobilisation de la communauté internationale au nom de la justice et de la solidarité, la persistance du phénomène plonge ses racines dans les rapports de domination et d'exploitation propagés par le capitalisme, dans les effets destructeurs pour les systèmes productifs de la division internationale du travail imposée, dans les déséquilibres sociaux et écologiques qui ont ainsi été engendrés. Aussi l'accent est-il mis sur le lien entre la mise en œuvre de politiques agricoles et agraires susceptibles d'assurer à terme la sécurité alimentaire et le processus global d'un développement économique et social réorienté. Un rôle particulier est dévolu à la mise en œuvre d'une coopération internationale dense, en particulier dans le domaine de la recherche et du progrès technologique. La dimension politique de la perpétuation de la dépendance alimentaire (arme alimentaire) est dénoncée en même temps qu'est mise en évidence l'emprise des firmes multinationales sur la production et le commerce agro-alimentaire. Enfin, des propositions concrètes sont avancées collectivement, dans le cadre des négociations internationales, pour que soit utilisé et revalorisé le cours des matières premières et que soient favorisées les stratégies de diversification économique. C'est dire que le problème renvoie simultanément à la communauté internationale dans son ensemble et aux responsabilités particulières d'un mode de production et de son déploiement, aux stratégies de développement national en même temps qu'à une coopération élargie, à la transformation sociale en même temps qu'à des mesures de restructuration et de rééquilibrage interétatiques.

Les dimensions, multiples, d'appel à la communauté internationale dans son ensemble, d'affrontement par rapport à un système, à sa domination et à sa crise, de recherche de mesures, de solutions interétatiques communes, de convergence de luttes sociales à l'échelle internationale, de prépondérance donnée aux politiques de maîtrise nationales du développement économique et social, ressortiraient tout aussi clairement si l'on observait d'autres champs d'intervention ayant directement le nouvel ordre pour objet, qu'il s'agisse des structures et des institutions monétaires et financières internationales, des matières premières, de l'énergie, du commerce international, de la coopération scientifique et technologique.

Les enjeux d'une problématique

Il apparaît donc que la problématique du nouvel ordre renvoie, dans son mouvement, à nombre de questions théoriques

24. M. Verlet, « Crise nationale et nouvel ordre international », *La Pensée*, numéro 232, mars-avril 1983.

25. G. de Bernis, « Propositions pour une stratégie de développement », *Aujourd'hui l'Afrique*, numéros 23-24, 1981.

26. B. Stern, *Nouvel ordre économique international*, Documents I (Economica, Paris, 1983).

27. M. Ikonicoff (ed.) « Le rôle de l'Etat dans le Tiers-Monde », *Revue Tiers-Monde*, 94, 1983.

majeures et à des champs inégalement explorés des recherches et analyses marxistes.²⁴ Elle renvoie primordialement au fait national, dans son moment actuel et dans son devenir. Elle pose dans toutes leurs composantes et dans leurs contradictions les processus d'internationalisation de la vie économique et sociale. Elle s'inscrit à l'interconnexion du national et de l'international, des facteurs internes et des facteurs externes dans les stratégies de transformation sociale.²⁵ Elle conduit à explorer les notions d'interdépendance, de mondialisation, de communauté et de convergence d'intérêt.²⁶ La problématique du nouvel ordre ne peut se construire à l'écart d'une analyse des relations entre pays à systèmes sociaux différents. Elle conduit à s'interroger sur les phénomènes de mixité résultant de la place prépondérante que conserve le capitalisme dans les relations financières, monétaires, commerciales, internationales. L'approche théorique du nouvel ordre s'articule très directement sur les réflexions sur les voies de passage. Elle peut prendre appui sur les expériences pratiques de transformation sociale qui se déroulent dans le monde, et notamment dans les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes.²⁷

Derrière ces questions théoriques se profilent des enjeux idéologiques et politiques majeurs. Le premier concerne les possibilités même d'issue à la crise. Le deuxième intéresse l'influence des forces de transformation sociale sur les processus d'internationalisation de la vie économique et sociale. Le troisième enjeu réside dans la vision des évolutions du monde d'aujourd'hui. Décomposition et chaos ? Ou bien maîtrise grandissante des évolutions, avancée émancipatrice, restructuration et démocratisation, à partir de l'affirmation nationale, des rapports entre les Etats ?

la pensée

Revue de l'I.R.M., *La Pensée* contribue, avec son identité de visée globalisatrice, au mouvement d'un mode de pensée lié à un mode d'intervention pratique pour changer la réalité.

Revue de recherche, *La Pensée* est aussi un lieu de synthèse sur les liens des sciences de la nature, des techniques, des sciences sociales et humaines et des problèmes sociaux.

La diversité de ses collaborateurs, réguliers ou occasionnels, concrétise cette insertion dans les débats théoriques en cours.

Une démarche exigeante.
Une lecture accessible.

ABONNEZ-VOUS!

LA PENSÉE

6 n° par an
FRANCE : 270 F étr. 410 F, le n° : 50 F

CAHIERS D'HISTOIRE

4 n° par an
FRANCE : 150 F étr. 210 F, le n° : 50 F

SOCIÉTÉ FRANÇAISE

4 n° par an
FRANCE : 150 F étr. 210 F, le n° : 50 F

RECHERCHES INTERNATIONALES

4 n° par an
FRANCE : 150 F étr. 210 F, le n° : 50 F

ISSUES

4 n° par an
FRANCE : 110 F étr. 130 F, le n° : 34 F

LES CINQ REVUES

Abonnement groupé 1 an 600 F

CHÈQUES A L'ORDRE DE SEPIRM
SEPIRM, 64 Bld A. Blanqui - 75013 PARIS

cahiers d'histoire

de l'Institut de recherches marxistes.

Après avoir apporté, dans leur ancienne formule, une approche nouvelle de l'étude historique du Parti communiste français et du mouvement ouvrier, *Les Cahiers d'histoire* élargissent leur champ d'investigation : Mode de développement en longue durée de la société française ; aspects et moments de la vie sociale ; relations des forces productives et des rapports de production ; formation de la nation ; fonctionnement, structuration, évolution des idéologies et des mentalités, autant de terrains ouverts à la recherche et dont les *Cahiers d'histoire* veulent s'emparer.

Recherches internationales

Recherches Internationales traite des problèmes de grande actualité concernant les orientations essentielles du mouvement des classes et des nations dans le monde.

Recherches Internationales s'attache à éclairer les grandes mutations de notre époque, l'émergence d'un ordre économique et politique nouveau, le développement, l'évolution et les rapports mutuels des grands systèmes sociaux.



Société française, en abordant le terrain des sciences sociales, veut dépasser les clivages disciplinaires souvent mutilant parce que les phénomènes sociaux dans leur mouvement et leur complexité nécessitent des approches transversales et une vision globale de l'objet.

Société française n'est donc pas une revue supplémentaire de sciences sociales ; sa démarche globale, liée au développement du marxisme, en fait un instrument nouveau pour le mouvement de la connaissance de la société.

ISSUES

Issues, cahiers de recherche de l'I.R.M. et de la revue *Economie et Politique*, fait connaître en particulier des travaux sur la crise du capitalisme et le développement des contradictions dans la crise, sur les problèmes de la nouvelle croissance et des critères nouveaux pour l'intervention des travailleurs dans la gestion.

En ouvrant le débat, en laissant sa place à la confrontation, aux discussions, à tous les travaux novateurs marxistes, *Issues* cherche à produire des connaissances pour contribuer à transformer le monde.

la pensée

Les pays socialistes dans le monde contemporain

RECHERCHES MARXISTES
la pensée

Anicet Le Pors : Hégémonie, consensus et réforme dans l'appareil d'Etat.
Paul Bouffartigue : Issues à la crise et nouvelles méthodes patronales.
Martin Verlet : Questions d'un nouvel ordre mondial ; quelle crise ? Quelles issues ?
Inge et René Nouailhat : Eglises et socialisme en République démocratique allemande.
Les pays socialistes dans le monde contemporain : Claude Cartigny, Robert Charvin, Francis Cohen, Dorothee Danset, Gérard Marcou.